

Andrzej Szwarc

LES FACTEURS DETERMINANT L'ACTIVITE CULTURELLE
ET SOCIALE DE L'INTELLIGENTSIA PROVINCIALE
DU ROYAUME DE POLOGNE APRES L'INSURRECTION
DE JANVIER 1863

Les querelles politiques qui accompagnaient la formation de la société polonaise moderne dans la seconde moitié du XIX^e et au début du XX^e siècle, portaient sur deux problèmes principaux : le recouvrement de l'indépendance ainsi que l'adoucissement ou la suppression de l'injustice sociale et l'accélération du développement sur le plan de la civilisation. Une place capitale y incomba à la question sur le rôle de l'intelligentsia, cette couche sociale que l'on peut reconnaître comme spécifique des pays de l'Europe centrale et orientale. Elle se composait de personnes s'adonnant au travail intellectuel au sens large du mot : depuis les petits fonctionnaires jusqu'aux écrivains, artistes et scientifiques. Etant donné la faiblesse de la bourgeoisie indigène, la déchéance économique et la perte de la signification politique des propriétaires terriens ainsi que les progrès extrêmement lents de l'éducation, elle ne constituait pas uniquement — comme dans les pays de l'Europe occidentale — une collectivité de salariés¹. Nombre de ses représentants prétendaient à la direc-

¹ Voir O. W. Müller, *Inteligencija. Untersuchungen zur Geschichte eines politischen Schlagwortes*, Frankfurt am Main 1971 ; R. Czepulis-Rastenis, *La structure et la situation sociale de l'intelligentsia du Royaume de Pologne dans la période entre l'insurrection de 1830 et celle de 1863*, « Acta Poloniae Historica », vol. XXXIII, 1976, pp. 69 - 92. La position et les fonctions sociales de cette couche en Europe centre-orientale du XIX^e s. sont souvent comparées aux élites instruites des pays contemporains du Tiers Monde (p. ex. H. J. Benda, *Non-western Intelligentsias as Political Elites*, in: *Political Change in Underdeveloped Countries. Nationalism and Communism*, New York 1962 ; M. Kula, *Niepokorni inteligenci [Les intellectuels insoumis]*, « Przegląd Historyczny », vol. LXXIII, 1982, n° 1/2, pp. 99 - 102).

tion spirituelle de la nation : ils se plaçaient à la tête des mouvements pour la libération nationale (de nombreux éminents participants de l'insurrection de janvier 1863 avaient été des intellectuels) et des entreprises visant le développement de l'économie, de l'éducation et de la culture, connues en Pologne sous le nom de « travail organique ».

Les recherches des sociologues et historiens ont démontré que, quoique le sentiment de « la mission des intellectuels » dans les sphères sociale et politique n'ait pas été partagé par tous les membres de cette couche, ils partageaient en commun un certain éthos issu du patrimoine culturel de la noblesse polonaise, enrichi de certaines valeurs typiques de la bourgeoisie². C'étaient, entre autres, le sentiment d'appartenance à l'élite sociale, de continuer les traditions nationales, la mise en avant de la signification des rapports de société policés. On voyait en même temps se former un culte spécifique des intellectuels de l'instruction et du savoir ainsi que l'idée du travail désintéressé pour le pays³. Cette dernière devenait, du moins en théorie, le principal étalon auquel se mesuraient les mérites de l'individu, et la raison de son prestige.

Les recherches sur l'intelligentsia polonaise du XIX^e siècle se sont particulièrement développées dans les 25 dernières an-

² Certains auteurs, surtout les sociologues d'inspiration nettement marxiste, ont reconnu comme décisifs les liens de l'intelligentsia polonaise des XIX^e et XX^e s. avec la tradition et la culture nobiliaires (J. Chałasiński, *Przeszłość i przyszłość inteligencji polskiej* [Le passé et l'avenir de l'intelligentsia polonaise], Łódź 1946; A. Zajączkowski, *Z dziejów inteligencji polskiej. Studium historyczno-socjologiczne* [Pages d'histoire de l'intelligentsia polonaise. Etude historico-sociologique], Wrocław 1962). Les recherches plus récentes font plutôt état de la ressemblance entre l'éthos intellectuel et bourgeois (R. Czepulis-Rastenis, *Wzór osobowy inteligenta polskiego w świetle wspomnień pośmiertnych, 1842 - 1862* [Le modèle personnel de l'intellectuel polonais à la lumière des souvenirs posthumes, 1842 - 1862], «Kwartalnik Historyczny», vol. LXXXIII, 1976, n° 4, pp. 788 - 821; eadem, *Wzór osobowy inteligenta polskiego w świetle wspomnień pośmiertnych, 1863 - 1872* [Le modèle personnel de l'intellectuel polonais à la lumière des souvenirs posthumes, 1863 - 1872], in: *Inteligencja polska pod zaborami. Studia*, Warszawa 1978, pp. 160 - 178).

³ R. Czepulis-Rastenis, *Wzór osobowy... 1863 - 1872*, pp. 170 - 171, 174.

nées. Elles concernent cependant pour une grande part les travailleurs intellectuels des grandes villes⁴. Cependant l'intelligentsia provinciale, quoique relativement nombreuse, a à ce jour suscité peu d'intérêt⁵. Elle se composait dans sa majeure partie de petits fonctionnaires, d'enseignants, de médecins et de pharmaciens, de magistrats et d'avocats. Assez grande aussi était la signification du clergé paroissial, rarement pris en considération dans les recherches menées jusque-là. Manquaient ainsi, en général, ceux qui donnaient le ton au milieu, les créateurs que l'on pourrait ranger dans l'élite intellectuelle du pays. L'intelligentsia provinciale, vivant dans des petits centres urbains arriérés, acquérait souvent des traits petits-bourgeois; la partie, en revanche, qui habitait les campagnes, agissait généralement à l'ombre du manoir seigneurial.

Par ailleurs, l'intelligentsia provinciale justement devait prendre une place importante dans les programmes des leaders de ce qu'on a appelé le positivisme varsovien qui se développait dans les années soixante-dix — quatre-vingt-dix du XIX^e siècle.

⁴ J. Leskiewiczowa, *Warszawa i jej inteligencja po powstaniu styczniowym, 1864 - 1870* [Varsovie et son intelligentsia après l'insurrection de janvier, 1864 - 1870], Warszawa 1961; H. Kiepuska, *Inteligencja zawodowa Warszawy, 1905 - 1907* [L'intelligentsia professionnelle de Varsovie, 1905 - 1907], Warszawa 1967; J. Żurawicka, *Inteligencja warszawska w końcu XIX wieku* [L'intelligentsia varsoviennne à la fin du XIX^e s.], Warszawa 1978; I. Homola, «Kwiat społeczeństwa...». *Struktura społeczna i zarys położenia inteligencji krakowskiej w latach 1860 - 1914* [«La fleur de la société...». *Structure sociale et esquisse de la situation de l'intelligentsia cracoviennne dans les années 1860 - 1914*], Wrocław 1984.

⁵ L. Sadowski, *Wizerunki inteligencji prowincjonalnej* [Portraits d'intellectuels provinciaux], in: *Inteligencja polska XIX i XX wieku. Studia*, vol. III, Warszawa 1983, pp. 215 - 247; A. Szwarz, *Inteligencja warszawska i prowincjonalna w świetle własnych opinii z lat powstaniowych. Próba sondażu* [L'intelligentsia varsoviennne et provinciale à la lumière des opinions propres dans la période consécutive à l'insurrection. *Essai de sondage*], *ibidem*, pp. 187 - 214; B. Konarska-Pabiniak, *Inteligencja w życiu kulturalno-literackim prowincji. Na przykładzie Płocka w latach 1864 - 1890* [L'intelligentsia dans la vie culturo-littéraire de la province. L'exemple de Plock des années 1864 - 1890], in: *Problemy życia literackiego w Królestwie Polskim 2. połowy XIX wieku*, Wrocław 1983, pp. 170 - 206.

Cette orientation de la pensée sociale et politique polonaise, issue de l'effondrement de l'orientation indépendantiste après la chute de l'insurrection de 1863 et faisant siens de nombreux éléments du libéralisme de l'Europe occidentale⁶, proclamait la nécessité de surmonter le retard civilisateur. Les Etats copartageants refusant de prendre en charge un tel programme, les positivistes (avec, en tête, des écrivains et publicistes tels que Aleksander Świętochowski, Bolesław Prus et Eliza Orzeszkowa) tendaient à l'asseoir sur l'esprit de sacrifice de la société. Les ressources financières et l'appui devaient être assurés par la bourgeoisie et les propriétaires terriens ; l'initiative et le travail organisationnel étaient réservés à l'intelligentsia. On voyait en elle un facteur naturel de progrès, celui-là même que les positivistes avaient inscrit sur leurs étendards.

L'ample littérature sur le positivisme polonais concentre son attention principalement sur l'interprétation de son idéologie et analyse les acquis de ses publicistes et gens de lettres parmi lesquels se trouvaient de nombreux éminents créateurs⁷. Occasionnellement on relevait le caractère utopique du programme social des positivistes, faisant état à l'occasion des réalités politiques et économiques de la partie de la Pologne annexée par la Russie, l'arène principale de leur activité. Ce programme était aussi critiqué à partir des positions marxistes en tant qu'exprimant la conscience bourgeoise et attachant l'espoir du progrès social au développement de la science et de la technique dans le cadre du système de production capitaliste⁸. On ne tenait presque absolument pas compte des conditionnements de l'activité sociale des milieux de l'intelligentsia provinciale. Ce qui suit, est une tentative de présenter dans les grandes lignes ce problème.

⁶ H. Markiewicz, *Pozytywizm [Le positivisme]*, Warszawa 1980, pp. 9 - 19 ; S. A. Blejwas, *Realism in Polish Politics: Warsaw Positivism and National Survival in Nineteenth Century Poland*, New Haven 1984, surtout pp. 67 et suiv., 89 et suiv.

⁷ La meilleure étude synthétique: H. Markiewicz, *op. cit.* ; là aussi une ample bibliographie.

⁸ Cf. S. A. Blejwas, *op. cit.*, pp. 147 - 174.

Le terme « activité sociale et culturelle » se prête peu aisément à une définition exacte⁹. Il pourrait sembler tout naturel de ranger dans cette activité toutes les formes de l'effort humain collectif et individuel qui n'entrent pas dans la notion d'activité professionnelle, économique ou politique. Ce seraient donc, entre autres, l'organisation et le soutien des associations éducatives, musicales, théâtrales, scientifiques, caritatives, l'organisation des concerts ou conférences, le mécénat artistique, etc. La très grande marge entre l'activité qui vise les bénéfiques et l'action désintéressée doit toutefois susciter des controverses. Il faudrait y ranger à titre d'exemple l'édition des périodiques qui, généralement, se heurtait à des difficultés, mais n'était pas toujours déficitaire. En province, de telles initiatives étaient en général entreprises par quelques enthousiastes désireux d'animer la vie intellectuelle locale, pour qui le « Korespondent Plocki » (Correspondant de Plock) ou « Kalizsanin » (Le Calissien) n'étaient pas la source principale de subsistance. Parfois cependant les honoraires relativement bas pour les travaux d'opinion ou littéraires comptaient dans les budgets modestes des habitants instruits de Plock ou de Kalisz (chefs-lieux de la circonscription type).

De même la nécessité de séparer l'activité sociale de la professionnelle ne résisterait pas à la critique. Un exemple peut en être fourni par les associations provinciales de médecins, mises sur pied sans grands obstacles de la part des autorités copartageantes et existant à la fin du XIX^e siècle dans chacun presque

⁹ Un relevé des manières d'entendre l'expression « activité culturelle » est donné par A. Czarkowski (*Aktywność kulturalna inteligencji. Ze studiów nad małym miastem [L'activité culturelle de l'intelligentsia. Etudes sur une petite ville]*, Warszawa 1982, pp. 14 - 16). L'auteur propose également sa propre définition : « L'activité culturelle est [...] une forme spécifique des actions culturelles se manifestant dans la création, la transmission, la réception et l'interprétation des signes de la culture symbolique, principalement réalisatrice, qui s'objective dans ce même processus de communication sociale au résultat du fonctionnement d'une convention généralement admise, ou se subjectivise parce que des significations personnelles lui sont conférées ». Il serait plus simple de dire qu'on reconnaît comme culturellement actif quiconque a quelque contact avec la culture, à la condition évidemment qu'il en comprenne les contenus.

des 10 gouvernements du Royaume de Pologne. Les discussions menées à leurs réunions étaient dans une certaine mesure un prolongement du travail quotidien de leurs membres. Un autre exemple plus spectaculaire nous est offert : les spectacles ou concerts gratuits donnés fréquemment par les acteurs ou les musiciens à des fins caritatives. Ici la limite entre l'activité sociale désintéressée, l'entreprise de publicité et le travail professionnel est extrêmement floue.

Ne saurait non plus se défendre le critère d'apoliticité. Que nous adoptions un système d'appréciation sévère ou libéral, nous serons obligés de ranger au moins certaines formes du travail organique (p. ex. l'enseignement clandestin) dans l'activité politique visant le gouvernant étranger. Et s'il en est ainsi, ne devrait-on pas reconnaître que telle aussi était l'éloquence de l'appui financier accordé au théâtre polonais, à l'école privée légale acceptant le compromis inévitable avec l'orientation russificatrice imposée par le système d'enseignement officiel ? Souvent d'ailleurs de tels justement étaient les motifs de ceux dont nous observons l'activité. Qui plus est, les partisans du compromis avec la Russie tsariste, ou tout simplement les adversaires de la conspiration indépendantiste et des insurrections nationales, considéraient que seul un tel comportement était patriotique.

On voit donc nettement qu'on ne saurait maintenir une définition évidente, apparemment conforme au bon sens, de l'activité socio-culturelle si ses formes les plus diverses peuvent être orientées vers le gain et être désintéressées, si elles peuvent s'inscrire dans les activités professionnelles et les déborder, avoir un caractère politique et apolitique. Rangeons-y donc pour les exigences de ce travail toute création professionnelle et non professionnelle (à part celle qui se situe dans la sphère de la culture populaire) et tout encouragement qui lui était accordé, à commencer par l'achat du livre, du périodique ou du billet de théâtre, puis toute activité organisationnelle (à l'exception de l'organisation de l'industrie, de l'artisanat, du commerce ou de l'appareil du pouvoir), voire la vie de société dépassant le cadre de la fête de famille et le simple divertissement, enfin l'activité dans la sphère de la science et de l'éducation. Un autre critère

important sera la localisation de toutes ces activités hors du cadre de l'Etat copartageant et de ses agences.

Un objet d'observation si vaguement esquissé, où se situe partiellement aussi la vie littéraire — du moins dans l'acception de Janina Kulczycka-Saloni¹⁰ — peut-il être soumis à des mesures objectives ? Il faudrait certainement réunir des informations aussi complètes que possible sur le nombre des différents types d'associations dans la province du Royaume de Pologne, sur le nombre de leurs membres, la fréquence des réunions, le montant des fonds. Nous ne possédons malheureusement pas de telles informations. Des relevés de ce genre existent uniquement pour les imprimeries et les librairies¹¹ et à tout instant on peut comparer sous ce rapport Kalisz à Lublin ou Płock à Kielce. Il faudrait donc compter, pour autant que le permettent les sources, les sections de sapeurs pompiers volontaires, les caisses d'épargne, les clubs de société appelés *resursa*, etc. Les sceptiques relèveront, et avec raison, que dans ce genre de comptages est omis un élément important, notamment l'intensité d'action. Parfois on peut éviter également ce piège si nous savons que, par exemple, la Société de bienfaisance à Radom avait réuni l'année donnée tant et tant de roubles pour l'assistance aux indigents, et la société analogue de Lublin deux fois plus ; que dans le même temps Płock avait eu trois fois plus de spectacles d'amateurs que Łomża. De telles données devraient également être réunies, quoique la chose soit extrêmement difficile étant donné l'état des sources. La barrière la plus haute à surmonter est cepen-

¹⁰ Selon cette auteur, c'est «l'ensemble des conditions sociales dans lesquelles naît et fonctionne la littérature» (J. Kulczycka-Saloni, *Życie literackie Warszawy w latach 1864 - 1892* [La vie littéraire de Varsovie dans les années 1864 - 1892], Warszawa 1970, p. 11).

¹¹ M. Lech, *Drukarze i drukarnie w Królestwie Polskim, 1869 - 1905. Materiały ze źródeł archiwalnych* [Les imprimeurs et les imprimeries dans le Royaume de Pologne, 1869 - 1905. Matériaux des fonds d'archives], Warszawa 1979 ; idem, *Księgarze i księgarnie w Królestwie Polskim, 1869 - 1905. Materiały ze źródeł archiwalnych* [Les libraires et les librairies dans le Royaume de Pologne, 1869 - 1905. Matériaux des fonds d'archives], Warszawa 1980.

dant l'élément de la qualité. Les valeurs de toute production écrite sont, comme on le sait, discutables — à l'exception de cas évidents, peu nombreux — et sont sujettes à des appréciations aux teintes subjectives. On ne saurait rien dire de sûr sur le niveau des représentations théâtrales et des concerts qui avaient lieu quelque part loin de Varsovie, réduit que l'on est à rapporter les appréciations des contemporains, or il faut aborder avec une grande prudence les comptes rendus publiés dans les revues provinciales.

Ces réflexions peuvent constituer une première tentative de répondre à la question quels facteurs déterminaient la quantité, l'intensité et la qualité des initiatives sur le champ social et culturel que nous ne sommes pas en état de mesurer exactement. Dans le traitement de ces facteurs, je suis loin d'adopter une position déterministe ; il s'agit plutôt des conditionnements régulateurs. Exemple : le manque d'autorisation pour la diffusion des publications parues au-delà du cordon frontalier, par exemple certains titres de la presse galicienne, restreignait considérablement leur lecture dans le Royaume de Pologne (surtout en province), mais ne la supprimait pas. Les interdictions des autorités copartageantes empêchaient donc plutôt la diffusion de certains contenus que leur circulation au sein d'un groupe relativement peu nombreux.

Situons au premier plan les facteurs politiques. La suppression des restes de l'autonomie du Royaume, étalée sur les années 1864 - 1870, les déportations, l'émigration forcée, l'extermination physique d'un certain nombre d'intellectuels participants de l'insurrection de janvier 1863 et de propriétaires terriens instruits, sont autant de choses connues, de même que la russification du personnel des écoles, des offices et des tribunaux où le russe a été substitué au polonais. L'orientation répressive de la politique du régime tsariste avait aussi apporté la liquidation d'une série d'institutions et associations sociales (p. ex. les clubs qui n'ont plus réapparu sous leur ancienne forme autogérée¹²).

¹² A. Szwarc, *Resursy w Królestwie Polskim, 1820 - 1863* [Les clubs dits «ressources», dans le Royaume de Pologne, 1820 - 1863], «Przegląd Historyczny», vol. LXXI, 1980, n° 1, pp. 46, 48.

La littérature du sujet avait moins porté son attention sur la mise totale sous la coupe des autorités publiques des institutions qui avaient subsisté. Les menaces d'annuler l'autorisation pour le fonctionnement de la société de bienfaisance ou l'introduction d'employés russes dans le club de Płock¹³ vers 1890, étaient des manifestations de pressions politiques à une moindre échelle qui, au total, restreignaient le travail d'associations de tous types. L'attente pendant des années de l'approbation des statuts (p. ex. dans le cas de la Société de Bienfaisance de Kalisz pendant trois ans, et dans le cas de la Société musicale de Sieradz jusqu'à onze ans)¹⁴, l'ingérence dans la teneur de ces statuts — tout cela décourageait certains promoteurs ou provoquait le retrait des membres moins patients ou plus craintifs. L'attitude de suspicion et de malveillance envers toutes initiatives sociales entreprises par les élites polonaises trouve sa confirmation dans les formulations suivantes de la circulaire confidentielle adressée en 1872 par le lieutenant royal du Royaume de Pologne, Teodor Berg, aux gouverneurs: « Ces derniers temps ont commencé à parvenir aux autorités du Royaume de Pologne de nombreuses demandes d'autorisation de fondation de toutes sortes de sociétés de bienfaisance, industrielles, etc., qui, même si elles étaient conçues sans aucun objectif politique, pourraient faciliter la création d'une organisation qui permettrait aux agents des différentes sociétés de porter l'attention des diverses classes de la société sur les affaires politiques »¹⁵. Une crainte semblable de

¹³ B. Konarska-Pabiniak, *op. cit.*, p. 182.

¹⁴ Wojewódzkie Archiwum Państwowe w Łodzi [Archives nationales de la Voïvodie de Łódź] (plus loin: WAP Łódź), Kancelaria Gubernatora Kaliskiego (plus loin: KGK), cote 254: O założeniu w guberni ochotniczych straży pożarnych i innych stowarzyszeń [De la fondation dans le gouvernement des sections de sapeurs pompiers bénévoles et d'autres associations]; *ibidem*, cote 69: O utworzeniu w Sieradzu towarzystwa muzycznego [De la création à Sieradz d'une société musicale].

¹⁵ WAP Łódź, KGK, 135: Zestawienie rozporządzeń i okólników o instytucjach dobroczynnych i zbieraniu składek [Relevé des ordonnances et circulaires sur les institutions de bienfaisance et la collecte des cotisations]: lettre circulaire du lieutenant royal du Royaume de Pologne des 12/24 juin 1872.

l'activité sociale et culturelle des Polonais ainsi que la tendance à la limiter au maximum, apparaissent visiblement dans le rapport du chef de la direction de gendarmerie des districts de Wieluń et de Sieradz, de 1883, où nous lisons entre autres : « Les travaux éducatifs et culturels recommandés actuellement par les animateurs polonais les plus en vue, trouvent un écho dans la société locale qui sait parler du développement interne pacifique sans rejeter l'espoir d'une action armée dans l'avenir, avec l'appui de quelque puissance occidentale »¹⁶.

De telles opinions conduisaient plus d'une fois à des interdictions formelles. Souvent on oublie cette circonstance quand on constate (à la suite de nombreux publicistes varsoviens, surtout d'orientation positiviste) que dans la province du Royaume de Pologne régnaient la stagnation et le marasme. Voici, par exemple, qu'en 1887 on avait tenté de créer à Sieradz une Société de l'Aviron qui, à en juger d'après le projet du statut, devait servir à l'organisation complexe du divertissement et des loisirs des habitants de cette ville : organiser des soirées dansantes et musicales, favoriser des occasions de rencontres de société, etc. Bien que les Sieradzaniens aient invoqué l'existence d'une institution analogue à Płock, ils ont essuyé un refus¹⁷. Négative aussi avait été la réaction des autorités à la demande d'autorisation d'éditer à Kalisz une seconde revue en plus du « Kaliszanin » qui y paraissait, cette demande datant de 1878. Dans la correspondance officielle touchant cette question, nous trouvons comme justification du refus la mention sur « la déloyauté » des promoteurs¹⁸. On pourrait évidemment multiplier ces exemples. Il ne faudrait cependant pas à partir de là se faire une image univoque. L'administration tsariste n'était pas conséquente. Voici que, par exemple, en dépit de l'interdiction for-

¹⁶ Central'nyj Gosudarstvennyj Istoričeskij Arhiv Oktjabr'skoj Revolucii v Moskve, dos. 102, cote 88/19, f. 13 v. (microfilm des Archives Centrales des Actes Anciens à Varsovie).

¹⁷ WAP Łódź, KGK, 360 : Prośba mieszkańców miasta Sieradza o zezwolenie na założenie towarzystwa wioślarskiego z 1887 r. [Demande des habitants de la ville de Sieradz d'autorisation de la fondation d'une société de l'aviron, de 1887].

¹⁸ WAP Łódź, KGK, 206, f. 3, 5 (1876).

melle de créer des sections de sapeurs pompiers volontaires dans les villes qui n'étaient pas chefs-lieux de gouvernements ou de districts (ce qui devait faciliter leur surveillance), celles-ci étaient assez nombreuses justement dans les localités interdites. Comme on le sait à partir de nombreux mémoires, on pouvait se concilier les représentants de l'administration par une flatterie habile, et surtout par les pots-de-vin. Il y avait d'ailleurs, et assez souvent, des représentants de la bureaucratie locale qui se laissaient guider par des sympathies personnelles et avaient l'ambition de contribuer au développement de « leur » région. Le cas du président de Varsovie Sokrates Starynkiewicz, connu pour sa bienveillance pour les initiatives qu'il reconnaissait comme avantageuses pour la ville, n'était pas un fait isolé. Parfois on accordait l'appui aux promoteurs sociaux, en s'efforçant même de convaincre pour leurs initiatives les supérieurs, et cela en dépit de la politique officielle. Le gouverneur de Kalisz Dmitri Karnovitch constatait, par exemple, dans sa lettre par laquelle il réagissait à la décision du lieutenant impérial du Royaume de Pologne de repousser, sans préciser le délai, la création d'une section de sapeurs pompiers à Turek, que « le rejet de cette requête [...] contribuera à diminuer le zèle des citoyens pour toutes sortes d'actions avantageuses et utiles du point de vue du gouvernement et peut provoquer des plaintes [...] en tant que refus d'un sacrifice volontaire destiné à l'utilité publique »¹⁹. Les attitudes des fonctionnaires tsaristes avaient donc une signification peu banale. La région de Kalisz où nous puisons la majorité des sources pour ces considérations, appartenait plutôt aux mieux partagées. Là oeuvrait par exemple le vice-gouverneur Paul Rybnikov, dans sa jeunesse « dissident », censeur bienveillant du journal « Kaliszanin », lié avec la collectivité locale, favorablement mentionné par Maria Dąbrowska dans son roman *Noce i dnie* [*Les nuits et les jours*]. Un des chefs du gouvernement était Nicolas Daragan qui encourageait les démarches pour la construction d'une ligne de chemin de fer et avait été un des

¹⁹ WAP Łódź, KGK, 117, f. 3-4 : Le gouverneur de Kalisz Dimitri Karnovitch à la chancellerie du général gouverneur, Kalisz 8/20 septembre 1874.

organisateurs de l'exposition archéologico-historique²⁰. Des recherches détaillées devaient indiquer comment il en allait ailleurs. De toute façon l'action négative du facteur politique pouvait être adoucie ou exacerbée par les attitudes individuelles des représentants du pouvoir.

Non univoque était également l'influence de la situation économique de la société polonaise. A la période consécutive aux insurrections nationales correspond le développement capitaliste de l'industrie et la chute relative de l'agriculture, surtout de la grande propriété qui ne savait pas s'adapter aux nouvelles règles de gestion après le lotissement de la paysannerie en 1864 et était minée par le bas prix du blé. Les nouvelles élites cependant deviennent de plus en plus fortunées ; la croissance économique a également une action sur les déshérités. En témoigne l'explosion démographique (provoquée principalement par la chute de la mortalité des nourissons du fait des progrès de l'hygiène) et l'accroissement de la production de nombreux articles d'usage courant²¹. L'image d'arriérisme et d'indigence, à raison peinte par les écrivains et les publicistes de la fin du XIX^e siècle sensibles à la misère du prolétariat des villes et des campagnes, contrastait de ce fait avec les progrès de la civilisation industrielle. Une polarisation sociale considérable a également été le fait de la couche des intellectuels. On peut trouver parmi eux des chômeurs souffrant parfois de la faim, en quête d'emploi (exemple spectaculaire du jeune écrivain Stefan Żeromski). Il y a aussi des travailleurs intellectuels cossus qui adoptent le style de vie et les opinions de leur clientèle bourgeoise. Une tentative de suggérer que la fortune favorisait univoquement l'activité sociale et culturelle alors que la pauvreté y était contraire, provoquerait sans doute le refus. Combien souvent les choses se présentaient tout à l'inverse ! Il ne faut cependant pas entièrement renoncer à cette manière de poser le problème. Les activités collectives dont il est question

²⁰ Cf. L. Pantielejew, *Wspomnienia* [Souvenirs], Warszawa 1964, pp. 202, 214, 263, 523.

²¹ W. Rusiński, *Rozwój gospodarczy ziem polskich* [Le développement économique des territoires polonais], Warszawa 1969, pp. 280-281, 313 et suiv.

ici étaient en effet presque exclusivement financées avec les cotisations des particuliers, les dotations et les legs testamentaires. Il faudrait donc analyser de près les diverses formes de mécénat, terrien, bourgeois et intellectuel. Le banquier le plus riche du pays, Leopold Kronenberg, comblait le déficit de la « *Gazeta Polska* » (Gazette polonaise) éditée à Varsovie, proclamant des idées libérales modérées. Il était imité sur une petite échelle par l'imprimeur et éditeur provincial Wilhelm Hindemith : son appui financier avait décidé de l'existence du journal local le « *Kaliszanin* » (Habitant de Kalisz)²². A Płock, le « *Korespondent Płocki* » (Correspondant de Płock) rédigé par Zygmunt Rościszewski, était soutenu, comme il semble, par des représentants des autorités locales de la Société de crédit foncier²³. Parfois on peut même évaluer le montant des sommes dépensées à ce genre de mécénat. Remarquons cependant que là aussi les rapports politiques jouaient un rôle considérable. Après l'insurrection de janvier avaient par exemple été supprimées de nombreuses bourses scolaires existant depuis longtemps, soumises par leurs fondateurs à toutes sortes de conditions. Souvent, d'ailleurs, on conservait l'institution elle-même dont l'existence reposait sur les dotations sociales, ses fonds ayant été spoliés par le Trésor. Selon l'opinion générale, ils étaient destinés à des entreprises de caractère anti-polonais. Cela n'encourageait pas à la générosité ou, pour le moins, incitait à la prudence dans ce domaine.

Le groupe sans conteste le plus fortuné parmi les intellectuels de province était constitué par les représentants des professions libérales, surtout les juristes. Ce sont eux qui le plus souvent assumaient les présidences des clubs, des sociétés musicales ou celles de bienfaisance. Souvent aussi ils recouraient à la plume. Sur les 52 personnes qui avaient écrit au « *Tydzień* » (Semaine, une revue paraissant à Piotrków Trybunalski) et dont il a été possible d'identifier les professions, 13 étaient justement des juris-

²² E. Polanowski, « *Kaliszanin* ». *Przyczynek do dziejów prasy prowincjonalnej w Królestwie Polskim* [Le « *Kaliszanin* ». Contribution à l'histoire de la presse provinciale dans le Royaume de Pologne], « *Rocznik Kaliski* », vol. V, 1972, p. 134.

²³ L. Krzywicki, *Wspomnienia* [Souvenirs], vol. I, Warszawa 1947, p. 131.

tes ; sur les 43 auteurs publiant leurs textes dans le « Kaliszanin », les juristes étaient au nombre de 10²⁴. Dans les deux cas, ils constituaient le groupe professionnel le plus nombreux. Toutefois, la qualité et l'intensité de leur action les situaient aussi en première position. Parmi les intellectuels de Kalisz, Alfons Parczewski, Adam Chodyński, Seweryn Tymieniecki étaient les individus sans doute les plus remarquables. Ils étaient tous juristes de profession libérale, donc avocats et notaires. C'est que les personnes exerçant ces professions étaient relativement indépendantes des autorités (elles ne touchaient pas de pension, et le retrait de l'autorisation d'exercer la profession intervenait dans des situations exceptionnelles) ; de plus, elles gagnaient le plus de tous les intellectuels. L'avocat en affaires civiles touchait 2 - 3 % de la valeur de l'objet du litige, celui-ci pouvant être une maison de rapport ou une ferme. Il avait dans son bureau des auxiliaires, ce qui lui épargnait beaucoup de temps. Le groupe en question n'était pas nombreux (dans tout le Royaume de Pologne env. 1000 personnes, dont près de la moitié à Varsovie). Il en découle que dans les gouvernements particuliers il y en avait quelques dizaines. Leur rôle pilote était-il réellement une régularité ? Il convient de vérifier cette thèse sur des matériaux provenant des villes moins bien étudiées, par exemple Łomża, Siedlce ou Włocławek.

On pourrait développer une argumentation analogue à l'égard des médecins, compte tenu cependant de leur travail professionnel plus intense et de leur formation non humaniste, ce qui ne facilitait pas leur participation aux initiatives culturelles. De fait, ils étaient à ce qu'il semble un peu moins actifs dans les domaines étrangers à leur profession. Dans les deux groupes mentionnés, on rencontre évidemment des personnes qui n'avaient pas réussi, des gens qui gagnaient péniblement leur vie ou des personnes fortunées mais indifférentes aux mots d'ordre d'activité sociale et ne participant pas aux actions collectives. Cela ne s'oppose pas

²⁴ S. Frycie, «Tydzień» piotrkowski jako czasopismo społeczno-kulturalne [Le «Tydzień» de Piotrków en tant que revue socio-culturelle], «Rocznik Naukowo-Dydaktyczny Studium Terenowego Krakowskiej WSP w Rzeszowie. Nauki Humanistyczne », 1965, n° 2, pp. 135 - 213.

à mon sens aux tendances générales. Nous entrons d'ailleurs ici sur le terrain mobile des dispositions, capacités et goûts individuels, déterminantes du degré d'activité de l'individu donné.

Le groupe le plus nombreux dans l'intelligentsia étaient les employés et fonctionnaires : dans chacun des dix gouvernements du Royaume de Pologne, ils étaient plusieurs centaines. Après 1863, les Polonais occupaient les postes subalternes et moins bien rémunérés dans l'administration et les finances. Ils étaient aussi placés sous une grande dépendance de leurs supérieurs hiérarchiques russes. Par rapport au nombre total des membres des associations sociales et culturelles, ils n'étaient pas nombreux et n'occupaient pas les positions en vue. Ces remarques concernent les enseignants, quoiqu'il y ait eu parmi eux des hommes d'une grande activité intellectuelle pour qui la place avait manqué dans les écoles supérieures.

C'est un lieu commun que de constater que l'intensité de l'activité sociale et culturelle de l'intelligentsia devrait dépendre de son importance numérique dans le milieu donné. Non évidente, par contre, est la thèse qu'également important était le pourcentage des hommes instruits et des travailleurs intellectuels. On le voit nettement par comparaison aux villes issues du développement de l'industrie et des centres traditionnels qui assumaient des fonctions administratives (en tant que chefs-lieux de gouvernements ou de districts), où se concentraient les écoles supérieures, qui possédaient des théâtres, etc. Malgré le grand nombre d'habitants dans la ville industrielle de Łódź, celle-ci possédait jusqu'à la fin du XIX^e siècle moins de postes culturels et éducatifs que Piotrków ou Lublin qui comptaient au total 100 000 habitants (ce chiffre avait été dépassé par Łódź vers 1882). Comparons encore les centres où les différences démographiques étaient moins sensibles. En 1872, il y avait à Częstochowa, qui entrait dans la période de l'industrialisation, deux librairies, alors qu'il y en avait quatre à Piotrków. Dans la première de ces villes, on abonnait env. 450 exemplaires de périodiques polonais et 750 dans la seconde. Les deux centres comptaient alors env. 15 000 habitants chacun ²⁵.

²⁵ *Ibidem*, pp. 44 - 47, tabl. 1 et 2.

Dans le gouvernement de Kalisz il y avait deux villes appartenant dès ce temps à la région industrielle de Łódź : Ozorków et Zduńska Wola. Elles n'étaient pas le siège de pouvoirs administratifs et bien que dans les années soixante-dix du XIX^e siècle elles aient eu à peu près le même nombre d'habitants que les chefs-lieux de districts Łęczyca et Sieradz, elles comptaient beaucoup moins de médecins, de juristes, d'enseignants et d'employés ; on y abonait aussi moins de journaux et vendait moins de livres. C'est dans les chefs-lieux des gouvernements et des districts, et non dans les cités récemment industrialisées, qu'étaient donnés les spectacles d'amateurs, organisées les collectes aux fins bienfaisantes, que l'on s'efforçait parfois de mettre sur pied des coopératives, que l'on prononçait des conférences, etc. Il faut aussi évidemment tenir compte du facteur ethnique, donc de l'important pourcentage des Allemands et des Juifs surtout dans les villes industrielles. De même que la population immigrée russe, assumant les fonctions dirigeantes dans l'administration et l'armée, ceux-ci ne prenaient généralement pas part à la vie socio-culturelle polonaise. Ainsi la composition ethnique doit également être prise en compte dans l'étude des facteurs déterminant l'activité sociale.

On doit reconnaître comme banale la constatation qu'il existe un lien entre l'instruction et « la productivité » dans le domaine social et culturel. Soulignons que les gens ayant une instruction supérieure étaient peu nombreux en province. Pour être employé, enseignant et jusqu'en 1876 même juriste, il n'était pas exigé d'avoir un diplôme universitaire, et là même où c'était requis, du fait de la pénurie des cadres on tolérait ceux qui ne répondaient pas à cette exigence. Dans la période 1863 - 1905 qui nous intéresse, la situation évoluait peu à peu. Pendant tout ce temps dans chacun des dix gouvernements du Royaume de Pologne s'installaient parfois une quinzaine, d'autres fois plusieurs dizaines de diplômés des écoles supérieures. Il faut traiter ces chiffres hypothétiquement, personne n'ayant à ce jour dressé un bilan même approximatif qui tiendrait compte des départs de Varsovie, de l'émigration, des décès des représentants des anciennes générations et ainsi de suite. Les jeunes intellectuels titulaires de diplômes universitaires étaient pour la plupart des anciens élèves

de l'Ecole Centrale, une école supérieure polonaise ayant fonctionné à Varsovie dans les années 1862 - 1869, et de l'Université russe de Varsovie qui l'a remplacée. Les tenants du positivisme, porte-parole du programme de l'activation de la province, attachaient une grande importance à ces nouveaux venus. Dans la littérature et la presse se déroulait un débat sur leur rôle, celui-ci n'ayant d'ailleurs pas toujours un aspect uniquement théorique. Ainsi par exemple, en 1873, la revue l'« *Opiekun Domowy* » (Protecteur domestique) de Varsovie avait publié une correspondance de Kielce où il était écrit que dans cette ville « régnaient les ténèbres et le silence tant que n'y sont pas venus occuper divers postes de jeunes anciens élèves de la faculté de droit de l'Université de Varsovie »²⁶. Une réponse a été donnée dans la correspondance publiée dans le « *Wiek* » (Siècle) conservateur, dont l'auteur constatait indigné que son adversaire ne devrait pas « traiter d'en haut la collectivité de Kielce où se trouvent des gens ayant déjà une certaine position et des mérites pour le pays »²⁷.

Les espoirs ambitieux des positivistes ont déçu ; ils ont surestimé la signification de l'afflux en province des hommes jeunes et instruits qui, cependant, ne disposaient pas de moyens matériels suffisants et avaient des attaches très lâches avec les milieux locaux. La déception de la génération suivante a trouvé son expression non seulement dans la littérature (p. ex. les oeuvres de jeunesse de Żeromski) mais aussi dans les articles des publicistes relatifs aux localités concrètes. Ainsi Jan Lorentowicz, qui avait passé l'examen de maturité en 1888 à Płock avec un retard considérable pour des raisons politiques, écrivait en dressant le bilan de ses prédécesseurs qu'ils s'étaient vite défaits des idéaux autrefois proclamés et s'étaient transformés en philistins de petites villes. Les représentants de cette génération « venus dans la ville [de Płock — A. S.] se faisaient remarquer, avaient leurré tel ou autre, proféraient des menaces et s'indignaient où ils pouvaient des rapports horribles, malhonnêtes, régnaient en ce lieu, promettaient d'insuffler à la vie de la petite ville un puissant élément

²⁶ « *Wiek* » [Warszawa], 1873, n° 139.

²⁷ *Ibidem*.

de pensée saine, d'opinions et d'action — puis, après quelques années de lutte, justifiant leur capitulation [...] cornaient aux oreilles de tous que la plus grande puissance de l'esprit n'y ferait rien »²⁸. C'est naturellement un jugement par trop partial : certains avaient bien laissé des traces de leur activité, ne serait-ce que sous la forme d'institutions à la création desquelles ils avaient contribué.

Une revue assez superficielle des mérites des anciens élèves de l'Ecole Centrale, acquis dans les villes de province, a été effectuée récemment par Stanisław Fita²⁹. Selon ce chercheur, le bilan est assez positif. Il semble pourtant qu'il ne faut pas succomber à la légende de cette Ecole et qu'il convient de porter une attention plus grande aux diplômés des autres écoles supérieures, surtout des universités russes. On ne peut enfin absolutiser l'instruction supérieure, chose claire pour quiconque connaît la carrière des écrivains polonais de la charnière des XIX^e et XX^e siècles. Nombre d'entre eux, et même des plus grands, comme Stefan Żeromski ou Władysław Reymont, n'avaient pas terminé pour des raisons personnelles ou politiques même les études secondaires. Parmi les publicistes et organisateurs de la vie culturelle de moindre acabit, méritoires à l'échelle d'une région, non dépourvus d'ailleurs d'ambitions littéraires et même scientifiques, n'avaient pas de diplôme de maturité, par exemple Michał Rawita Witanowski, un historien amateur qui envoyait régulièrement ses textes au « Kaliszanin » et au « Tydzień » de Piotrków, ou Zygmunt Zanożyński qui éditait à Siedlce le « Noworocznik Siedlecki » (Nouvelle revue annuelle de Siedlce, 1872 - 1873) et à Kalisz le « Noworocznik Kaliski » (Nouvelle revue annuelle de Kalisz, 1874) et savait grouper autour de lui une équipe de jeunes enthousiastes radicaux³⁰.

Nous sommes ainsi parvenu aux facteurs dont se rendaient

²⁸ J. Lorentowicz, *Gdzie ludzie ?* [Où sont les hommes ?], « Korespondent Płocki », 1888, n° 14.

²⁹ S. Fita, *Pokolenie Szkoły Głównej* [La génération de l'Ecole Centrale], Warszawa 1980, pp. 91—105.

³⁰ E. Idzikowski, *Zygmunt Zanożyński. Wspomnienie pośmiertne* [Zygmunt Zanożyński. Souvenir posthume], « Noworocznik Kaliski », 1876, pp. 151—156.

compte les contemporains et qui ont trouvé leur reflet dans les témoignages de l'époque. Les plaintes sur le marasme, l'arriérisme et le refus de toute activité, caractéristiques des élites provinciales traditionnelles, étaient en effet le motif principal de la littérature du positivisme ; cela apparaît avec plus d'intensité encore dans la littérature de la période suivante qui revalorisait l'optimisme originel et possédait une vision quasi obsessionnelle des localités aux noms symboliques de Kleryków (Clergeville) et Obrzydlówek (Dégoûtante-Ville) (les nouvelles *Doktor Piotr* [Docteur Pierre] et *Silaczka* [La femme forte] ainsi que le roman *Szyfowe prace* [Les travaux de Sisyphe] de Stefan Żeromski). Si l'on demandait à un intellectuel provincial actif il y a cent ans, à sa conviction progressiste, quels étaient les conditionnements négatifs les plus importants de ses efforts, il citerait probablement — en plus des obstacles opposés par les autorités — justement ce marasme indéfinissable. Présentons-en la description donnée en termes indignés par Zygmunt Zanożyński déjà mentionné qui appréciait ainsi en 1873 l'élite de sa ville natale de Siedlce : « Considérant la dégoûtante somnolence, l'inactivité scandaleuse, il est même difficile de se représenter que certains de ces hommes possèdent de l'instruction, connaissent les devoirs de l'homme envers la société et refusent de les remplir. Ces hommes ont de l'importance et des relations, ils pourraient diriger les autres, ce qui serait sorti de leur initiative, serait accompli »³¹. Dans ces mots résonnent nettement des échos de la dispute varsovienne entre « la vieille » et « la jeune » presse de la charnière des années soixante et soixante-dix du XIX^e siècle, menée également à une échelle réduite en province. En témoignent les sources assez rares de Kalisz, Kielce et Lublin. Elles poussent à se demander comment, à son tour, l'idéologie du positivisme réagissait sur l'activité sociale et culturelle dont il est question. En cherchant la réponse on peut, d'une part, indiquer des exemples concrets d'initiatives menées jusqu'à leur plein aboutissement par le « Przegląd Tygodniowy » (Revue hebdomadaire), la principale revue positiviste ; d'autre part, on peut citer de nombreuses actions manquées. On ne peut non plus oublier que l'on gaspillait pas mal d'énergie aux

³¹ « Noworocznik Siedlecki », 1873, p. 11.

polémiques entre les « conservateurs » et les « progressistes » et aux visées de blocage de certaines entreprises de la partie opposée. Ainsi, par exemple, le manque d'argent et la malveillance notoire des notables des petites villes ont fait que le « Noworocznik Siedlecki » et le « Noworocznik Kaliski » ont vite cessé de paraître. Il ne fait pas de doute que le camp conservateur avait le dessus. Il se composait pour une grande part d'hommes sans visage idéologique défini, ne dépassant pas, tout au plus, le cercle des traditions patriotiques et religieuses. Les positivistes choquaient par le culte des sciences naturelles d'orientation plus ou moins athée et par la critique du passé national et des moeurs qui freinaient à leur sens le progrès et étaient une survivance de l'ancienne Pologne nobiliaire. Une partie importante de l'intelligentsia professionnelle provinciale, liée avec les propriétaires terriens et le clergé, installée de longue date et cossue, voyait dans le travail bénévole, et surtout dans la propagation de l'instruction à la campagne, un danger d'activer les masses, de stimuler leurs aspirations revendicatrices et — à plus longue échéance — la menace liée au changement des rapports sociaux. Une telle interprétation des échecs des positivistes et de leur programme était en général donnée par les commentateurs marxistes. Leurs opinions n'étaient d'ailleurs pas unanimes dans l'appréciation du rôle social de l'intelligentsia : ils soulignaient soit ses liens avec les classes possédantes soit la communauté d'intérêts avec les prolétaires³². Ces différences de points de vue reflétaient les divisions au sein de la couche intellectuelle, ce dont il sera question ci-après.

Des sympathies et antipathies des représentants des « couches éclairées » témoignent indirectement les données sur la lecture de la presse. Dans les années soixante-dix et quatre-vingt du XIX^e siècle, à Sieradz, Łęczyca, Kalisz et Turek on abonnait à peu près le même nombre d'exemplaires du « Przegląd Tygodniowy » que de l'ultra-conservateur « Przegląd Katolicki » (Revue

³² M. Zahorska, *Spór o inteligencję w polskiej myśli społecznej do I wojny światowej* [Polémiques sur l'intelligentsia dans la pensée sociale polonaise jusqu'à la Première Guerre mondiale], in : *Inteligencja polska pod zaborami...*, pp. 179—216.

catholique)³³. Dans le même temps et dans les mêmes villes était diffusé un nombre beaucoup plus grand de journaux modérément conservateurs — tels que le « Wiek » ou la « Gazeta Warszawska » (Gazette varsovienne) — que la « Gazeta Polska » favorable au « camp du progrès ». Les records de lecture étaient battus par le « Tygodnik Ilustrowany » (Hebdomadaire illustré), les « Kłosy » (Les épis) et le « Bluszcz » (Lierre), visant un lecteur moins exigeant et évitant de se mêler des conflits idéologiques, quoique cultivant en principe les motifs culturels traditionnels et remplis de souvenirs du passé national.

Dans les débats ici présentés, important était le rôle du clergé qui composait une partie de l'intelligentsia. Il influait sur l'activité de la couche tout entière par le fait même qu'il prenait part aux activités sociales et culturelles ou s'en abstenait. Mais plus importante encore était l'influence qu'il exerçait sur les autres groupes de la société polonaise, en déterminant souvent l'échec des entreprises qui ne lui convenaient pas. Les répressions qui ont suivi l'insurrection de janvier 1863 ont frappé avec une force particulière le clergé catholique. La confiscation des biens de l'Eglise, la cassation des couvents, la déportation en Russie des prêtres oppositionnaires ou seulement suspects, le plus souvent énumérés dans la littérature du sujet, n'épuisent pas toutes les mesures prises par les autorités tsaristes. Il faut y ajouter les restrictions imposées à la liberté de déplacement, les difficultés à obtenir l'autorisation de faire des processions ou des pèlerinages, la surveillance policière incessante³⁴. Les rapports des directions de gendarmerie des districts ou des gouvernements des années soixante-dix et quatre-vingt sont remplis de remarques sur le danger que constituent pour le gouvernement les prêtres catholiques. Toutes leurs entreprises étaient surveillées avec la plus grande suspicion³⁵. La chute, pendant plusieurs

³³ J. Jeleński, *Kalisz i jego okolice* [Kalisz et ses environs], Warszawa 1875, pp. 25—26; « Kaliszanin », 1879, n° 38; *ibidem*, 1883, n° 94, 1888, n° 42, 99, 1889, n° 20.

³⁴ *Dzieje Kościoła katolickiego w Polsce* [Histoire de l'Eglise catholique en Pologne], vol. II, 1^{re} partie. Warszawa 1979, pp. 327 et suiv.

³⁵ A. Szwarc, *Inteligencja Królestwa Polskiego w oczach władz carskich. Na podstawie raportów żandarmerii z lat 80-tych XIX wieku* [L'in-

dizaines d'années, des grands séminaires, également persécutés par le régime tsariste, l'impossibilité de faire des études à l'étranger, les contacts avec Rome rendus impossibles ou très difficiles, contribuaient à abaisser le niveau intellectuel et moral du clergé. Concentré sur les affaires internes des paroisses et sur la pastorale comprise au sens très étroit, lié d'une part avec les propriétaires terriens, de l'autre avec la paysannerie, et, dans les villes, principalement avec la bourgeoisie, non seulement il ne voulait pas trop mais ne pouvait pas entreprendre des initiatives sociales et culturelles. Il s'engageait en revanche dans la construction de nouvelles églises. Entre l'insurrection de janvier 1863 et la Première Guerre mondiale il en a été construit plusieurs centaines, le plus souvent en maçonnerie, néo-gothiques, d'importantes dimensions³⁶. Pour la première fois, une signification importante pour leur érection avaient eu non seulement le travail mais aussi les cotisations des paysans.

Le dépassement par le clergé des horizons strictement paroissiaux commence vers 1900, et il a connu une accélération considérable après la révolution de 1905 - 1907, dans les conditions de libéralisation du système d'exercice du pouvoir. Non sans influence était ici le mouvement catholique inauguré par l'encyclique « *Rerum novarum* » de 1891. Un exemple remarquable peut en être fourni par l'activité de l'abbé Waclaw Bliźniński, curé du village de Lisków près de Kalisz, fondateur de nombreuses institutions s'appuyant sur les principes coopératifs³⁷. Plus tôt cependant les représentants du clergé du Royaume de Pologne n'entreprenaient pas de telles initiatives. Tout autrement se présentait en ce temps la situation dans la partie de la Pologne annexée par la Prusse où le clergé, ayant résisté aux restrictions de l'époque du *Kulturkampf*, s'était trouvé en

telligentsia du Royaume de Pologne aux yeux des autorités tsaristes. D'après les rapports de la gendarmerie des années quatre-vingt du XIX^e s.), in : *Inteligencja polska XIX i XX wieku. Studia*, vol. IV (sous presse).

³⁶ « *Przegląd Katolicki* » [Warszawa], 1881, n° 21 (information que dans le seul diocèse de Cujavie—Kalisz a été commencée après 1863 la construction de 28 églises, dont 19 ont été achevées).

³⁷ W. Karczewski, *Lisków. Dzieje jednej wsi polskiej* [Lisków. Histoire d'un village polonais], Lisków 1937.

tête de peloton des organisateurs et directeurs des travaux organiques ; le modèle universellement reçu du prêtre animateur social était sans doute le mieux illustré par les chefs successifs de l'Union des Sociétés des salariés (qui groupait les caisses d'épargne et de prêt) Augustyn Szamarzewski et Piotr Wawrzyński³⁸. En comparaison avec la situation dans la Grande-Pologne sous la domination prussienne, en Silésie et en Poméranie de Gdańsk, la partie de la Pologne annexée par la Russie se présentait beaucoup moins bien. Le clergé cédait apparemment le pas aux personnes laïques, y compris les radicaux qui s'efforçaient de fonder en province des associations sociales. Dans la pratique, il arrivait que les prêtres des villages ou des petites villes ne restaient pas neutres devant ces efforts : ils s'y opposaient non pas nécessairement du fait d'options idéologiques différentes, mais aussi parce qu'ils étaient dans l'impossibilité de diriger ces diverses initiatives. Cela avait pour conséquence, entre autres, de nombreuses appréciations négatives du rôle du clergé en province, formulées sous une forme violente dans les colonnes du « Przegląd Tygodniowy » et, à partir de 1886, également dans le « Głos » (La voix) encore plus radical.

La déduction à partir du raisonnement antifactologique est souvent condamnée par les théoriciens de la science historique. On peut cependant risquer l'affirmation que sans la passivité politiquement et culturellement conditionnée du clergé, la vie sociale de la partie de la Pologne occupée par la Russie aurait été dans la seconde moitié du XIX^e siècle beaucoup plus développée.

Un obstacle essentiel sur la voie de la réalisation des initiatives provinciales venait des querelles entre les groupes et coteries qui divisaient l'intelligentsia locale, la bourgeoisie cossue et les propriétaires terriens. Assez générales sont dans les sources les plaintes sur cet état de choses³⁹. Il ne faut pas toujours en rechercher les causes dans les antagonismes et les divisions idéologiques ou même politiques. Plus fréquent était le refus de con-

³⁸ L. Trzeciakowski, *Pod pruskim zaborem, 1850 - 1918* [Sous la domination prussienne, 1850 - 1918], Warszawa 1973.

³⁹ Cf. p. ex. « Kaliszanin », 1876, n^o 13.

tacts et de coopération, sa source résidant dans les divisions sociales. Ainsi dans les documents se rencontrent des mentions prouvant que les propriétaires terriens des environs considéraient de haut l'intelligentsia des petites villes et ne la traitaient pas comme un partenaire de plein droit⁴⁰. Dans d'autres cas, l'absence de contacts réciproques, indispensables du fait du nombre peu important des élites locales, s'explique par la paupérisation des travailleurs intellectuels qui n'étaient pas en état de mener la vie mondaine au niveau imposé par les propriétaires terriens. On peut aussi rencontrer des relations témoignant de situations tout opposées : des liens familiaux entre propriétaires terriens et travailleurs intellectuels, principalement des employés et des juristes, travaillant à Łomża, Kielce ou Kalisz⁴¹. Une partie considérable d'intellectuels était en effet d'origine noble⁴². Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, cela équivalait à des attaches très lointaines avec l'état privilégié dans la République d'avant les partages ; le pourcentage des personnes issues directement des familles de propriétaires terriens était beaucoup plus faible. Là aussi donc, nous rencontrons des traces de divisions qui pouvaient freiner les actions communes et en réduire l'efficacité.

Tout antagonisme ne naissait cependant pas sur une base sociale ou ethnique. Les coteries des petites villes et les cliques dont elles abondaient si l'on en croit les publicistes, l'esprit de clocher, pouvaient également naître d'un conflit d'intérêts momentané ou tout simplement par hasard. Il ne faut donc pas négliger la correspondance des environs de Kalisz où s'est trouvée l'information que l'on avait décommandé le spectacle d'ama-

⁴⁰ *Ibidem*.

⁴¹ W. Stefański, *Kalisz w latach 1848 - 1861* [Kalisz dans les années 1848 - 1861], Kalisz 1935, p. 57.

⁴² A partir des sondages de R. Czepulis-Rastenis (« *Klasa umysłowa* ». *Inteligencja Królestwa Polskiego, 1832 - 1862* [« La classe intellectuelle ». *L'intelligentsia du Royaume de Pologne, 1832 - 1862*], Warszawa 1973, pp. 127 - 208) on peut admettre qu'avant l'insurrection de janvier 1863 le pourcentage de personnes d'origine noble oscillait dans les différents groupes professionnels composant l'intelligentsia entre 50 et 70 %.

teurs annoncé depuis longtemps, parce que les acteurs et actrices *in spe* n'avaient pu s'entendre sur la distribution des principaux rôles⁴³. Ce qu'il y avait de ridicule dans les moeurs, les petites rancunes, si volontiers fustigées par les satiristes et écrivains comiques de ce temps, sont en effet typiques de tous les milieux peu importants, à demi fermés, traversés en plus par des lignes de démarcation sociale et de fortune.

Le survol qui vient d'être fait, indique qu'en province du Royaume de Pologne, après 1863, il est beaucoup plus aisé d'apercevoir les facteurs qui freinaient plutôt que ceux qui stimulaient l'activité culturelle et sociale. Dans ce contexte, on doit d'autant plus apprécier les efforts des hommes actifs, que ne décourageaient pas les adversités. Le fait qu'ils n'étaient pas nombreux, est aussi le résultat de régularités propres aux différentes époques, aux diverses couches sociales et aux conditions politiques. Quel était leur pourcentage parmi l'intelligentsia des petites villes ? Distinguer un groupe d'« activistes » serait quelque chose d'artificiel étant donné les doutes quant aux critères d'appartenance à un tel groupe. Il faut toutefois remarquer que certains, les plus actifs, travaillaient dans des organisations toujours nouvelles et essayaient toutes sortes de formes d'activité. Présentons à titre d'exemple un relevé des titres et positions dans les associations sociales, celui notamment de l'avocat de Kalisz, Alfons Parczewski : « Président de la Société musicale à Kalisz, président de la section calisienne de la Société pour l'encouragement de l'industrie et du commerce, président du conseil de la Société d'épargne et de prêt, directeur de la Société de crédit municipal, membre de la direction de l'ancienne Caisse de prêt des industriels, puis de la Caisse mutuelle de crédit, conseiller honoraire, membre de la fabrique de l'église, ancien membre du conseil de la Société de bienfaisance »⁴⁴. Il s'agit ici d'une personnalité peu commune, d'un homme qui prenait part en outre

⁴³ « Kaliszanin », 1889, n° 96.

⁴⁴ *Księga pamiątkowa zjazdu byłych wychowañców Szkoły Głównej Warszawskiej w 40 rocznicę jej powstania* [Livre d'or du rassemblement des anciens élèves de l'Ecole Centrale à Varsovie pour le 40^e anniversaire de sa fondation], Warszawa 1905, p. 48.

à l'enseignement clandestin, était auteur de nombreuses publications de droit, d'histoire et du domaine des études slaves, et qui, quand les conditions y ont été favorables, n'avait pas évité l'activité politique ouverte⁴⁵. Cependant une telle dispersion des forces était-elle toujours profitable pour les institutions dans lesquelles était engagé l'individu ? Ne faudrait-il pas inclure cette remarque dans le relevé des facteurs de freinage ? Cette dispersion des forces sera encore plus voyante après 1900, surtout après 1905 où de nouvelles organisations, souvent éphémères, verront le jour au moment de la libéralisation des rapports politiques, et en si grand nombre qu'il est même difficile d'en dresser l'inventaire.

Les ambitions excessives d'un petit groupe d'actifs qui s'engageaient dans plusieurs entreprises à la fois, retenaient l'attention surtout des observateurs de Varsovie. Dans ses *Kroniki* [*Chroniques*], feuillets hebdomadaires régulièrement publiés par Bolesław Prus pendant plusieurs dizaines d'années, l'auteur formule de nombreuses remontrances à l'adresse des animateurs provinciaux auxquels il reproche de gaspiller le temps et les forces à des activités qui n'ont pas de chances de réalisation. D'autres journalistes de la capitale soulèvent la même question en remarquant, par exemple, que Mława ou Sieradz ont tort de copier certaines formes de la vie sociale et culturelle qui réussissent à Varsovie. On critiquait donc les tentatives maladroitement de faire jouer les oeuvres de Shakespeare par des amateurs choisis au hasard, ou tel jubilé retentissant de quelque personnalité locale qui était loin de s'être acquis des mérites à l'échelle nationale⁴⁶. Ces reproches permettent à leur tour de retrouver le facteur qui stimulait la vie culturelle de la province : « l'effet de démonstration », le désir d'imiter la capitale, adoptant parfois des formes caricaturales.

Cela ne veut pas dire que la province culturelle et socialisée n'ait pas su parvenir à une appréciation lucide de ses possibilités et qu'elle n'ait pas eu conscience d'une partie au moins des con-

⁴⁵ S. Konarski, *Alfons Parczewski*, in : *Polski słownik biograficzny*, vol. XXV, pp. 201 - 206.

⁴⁶ Cf. A. Szwarz, *Inteligencja warszawska i prowincjonalna...*, p. 199.

ditionnements qui fixaient des limites à ses initiatives. Pour la partie passive de l'intelligentsia, ils constituaient même une justification de son attitude. De la compréhension du rôle des « activistes » témoignent de nombreux exemples publiés dans les biographies de circonstance ou les souvenirs posthumes. En 1890, le « Kaliszanin » déjà cité, passant en revue les associations d'entraide et culturelles existantes, écrivait : « On ne doit en effet pas oublier que le travail est difficile et si, malgré cela, il ne faiblit pas, c'est le mérite avant tout d'une modeste poignée de gens d'une persévérance de fer, travaillant comme des fourmis, dont l'activité se manifeste à un degré égal dans presque toutes les institutions »⁴⁷. En appréciant leur acquis relativement modeste, on ne peut faire abstraction des possibilités d'action qui leur étaient données.

(Traduit par Lucjan Grobelak)

⁴⁷ « Kaliszanin », 1890, n° 30.